

## **PMA : « Un enfant si je veux, quand je veux, avec qui je veux ! »**

Dimanche 27 avril, le Premier ministre Manuel Valls a déclaré que le gouvernement s'opposerait à tout texte ou amendement sur la procréation médicalement assistée (PMA) « *jusqu'à la fin de la législature* », en 2017. Depuis le Vatican, où il assistait à la canonisation de Jean XX III et Jean-Paul II, il s'est aussi réjoui de la rencontre qui devait avoir lieu le lendemain entre Laurence Rossignol et les responsables de la Manif pour tous.

La nouvelle secrétaire d'Etat à la Famille a confirmé dans la foulée que l'accès à la PMA n'était « pas à l'ordre du jour », tandis que la ministre des Affaires sociales, Marisol Touraine, justifiait : « *La question de la PMA n'est pas la question qui préoccupe de façon majoritaire les Français* ».

Alors que le projet de loi sur la famille avait été reporté sine die, le 3 février, au lendemain de défilés organisés par la Manif pour tous à Paris et à Lyon, la position du gouvernement ne souffre plus d'aucune ambiguïté. Elle démontre une incapacité à préserver la gestion des affaires politiques des tentatives de récupération du religieux, dont les femmes sont une fois de plus les premières victimes.

Venant des plus hautes sphères de l'Etat, il ne s'agit pas seulement d'une faiblesse mais d'une véritable complicité dans la propagation d'un nouvel ordre moral, qui appelle une réaction forte et urgente de tous les mouvements progressistes et républicains.

Depuis plus de 50 ans, Le Planning Familial milite et agit pour que toutes les femmes puissent disposer de leur corps et vivre leur sexualité librement. Il défend le droit à la contraception, à l'avortement, à l'éducation à la sexualité. Il dénonce et combat toutes les formes de violences, il lutte contre les inégalités sociales, contre les discriminations, et pour que soit reconnues et prises en compte toutes les sexualités.

Le Planning Familial s'est toujours battu et il continue à se battre au quotidien, aux côtés des femmes, pour qu'elles aient le droit de choisir d'avoir ou non des enfants et de vivre une sexualité épanouie, dissociée de la question de la reproduction. Il se battra avec la même conviction pour que toutes celles qui souhaitent avoir des enfants puissent le faire si elles le souhaitent, avec qui elles le désirent et au gré de leur propre agenda, sans aucune entrave extérieure – qu'elle soit politique, religieuse ou juridique.

Aujourd'hui, en tant que mouvement féministe mais aussi en tant que mouvement d'éducation populaire, à l'écoute de la parole qui émerge des situations concrètes vécues par les femmes, nous clamons que la PMA ne peut plus attendre.

Nous n'avons cure des diktats imposés par une prétendue « majorité » dont il faudrait attendre qu'elle soit prête au changement. La PMA doit être accessible à toutes les femmes hétérosexuelles, bisexuelles ou lesbiennes, en couple ou célibataires, mariées ou non, pour de simples raisons de liberté de choix et d'égalité d'accès aux droits.

Il s'agit également d'un enjeu sanitaire majeur, car en refusant d'élargir l'accès à la PMA pour les femmes lesbiennes et célibataires, le gouvernement encourage des pratiques clandestines à haut risque pour les femmes.

### **Contacts presse :**

Carine Favier # 06 88 52 09 10 / Marie-Pierre Martinet # 06 70 19 83 48